

Assemblée Générale de l'UNIRS du mercredi 10 décembre 2025

Motion d'orientation

1/ Faire cesser le mépris, la stigmatisation et les tentatives de divisions

Âgisme, « boomers-bashing », le déluge d'outrages, de dénigrements, de récriminations, auxquels les séniors et les séniors sont confronté-e-s, est à la fois stupide et dangereux.

Les propos des responsables politiques au plus haut niveau, des économistes qui les suivent, des médias qui les relaient, des défenseurs zélés du capitalisme, n'ont pour seul but que provoquer le ressentiment, voire l'hostilité des autres générations pour diviser et mieux imposer leur politique d'austérité.

Stupide parce que rendre responsables les « boomers, » c'est à dire les senior-e-s né-e-s entre 1945 et le milieu des années 1960, dans leur presque totalité (la bourgeoisie et les responsables politiques s'en excluent d'eux-mêmes) du pillage de l'ensemble des ressources de la planète n'a pas de sens (on y reviendra plus tard).

Dangereux parce qu'opposer une partie de la population d'un pays à une autre, c'est clairement chercher à susciter des comportements violents à l'encontre des personnes visées. Les invectiver comme l'ont récemment fait des ministres, les exposent à la vindicte du reste de la population, comme il en est avec les travailleuses et travailleurs immigré-e-s, les personnes racisées, un peu partout dans le monde - avec ceci de plus bête, c'est que tout le monde devrait devenir vieille ou vieux un jour, et que les jeunes d'aujourd'hui ne pourront être comptables du mode de vie que l'économie de marché mondialisée leur impose, de la propagande, par de l'intimidation, du harcèlement, des menaces ...

À quel moment, la grande majorité des « baby-boomers » d'aujourd'hui a-t-elle été partie prenante, lorsque les industriels, les grands patrons, et les responsables politiques à leur service ont décidé d'imposer des modes de vie, de consommation, d'alimentation, de gaspillage de toutes les ressources ? Est-ce que ce sont les ouvrières et ouvriers, sur les chaînes, dans les mines, sur les chantiers, sur les bateaux usines, qui ont approuvé ces modes de production, de construction, de déplacements ? Sont-ils, elles et eux responsables des produits vendus par les industriels (qui en connaissaient parfaitement les dangers pour la santé, sans en informer les utilisatrices et utilisateurs) : engrais, pesticides, néonicotinoïdes, fréon, amiante, polluants éternels, qu'on leur présentait comme utiles, nécessaires ... et qui les ont rendu-e-s malades, au point de raccourcir leur espérance de vie ? Par exemple, le gros choc de ces années-là, le choc pétrolier n'a pas amené

les industriels à se poser d'autres questions que celles du prix et de l'approvisionnement des matières premières, jamais de leur pertinence de leur utilisation, qu'il s'agisse de pollution, ou de droits (il s'agissait notamment du pillage de ressources d'ex-colonies, maintenues sous le joug colonial par des accords commerciaux obtenus par la pression ou la corruption). Ce choc a entre autres, justifié le développement effréné de l'énergie nucléaire, présentée comme pas chère, et qui devait nous rendre indépendants sur le plan énergétique : là encore, tout était faux. L'énergie nucléaire civile a été développée pour rentabiliser les dépenses pour la bombe, l'indépendance ne pouvait exister puisque la France n'avait pas sur son territoire de ressources suffisantes en uranium, et enfin, le coût réel de l'énergie nucléaire, qui est prohibitif. Ce ne sont pas les retraité·e·s qui sont responsables de la création de déchets nucléaires dont personne ne sait que faire de façon sûre, et qui sont abandonnés aux générations futures.

Ceux et celles des « boomers » qui avaient le pouvoir dans ces années de gaspillage des ressources, de dégradation de l'état de la planète, d'écrasement des droits humains, pour accroître leurs profits, sont les mêmes qui, aujourd'hui nous insultent, et exigent des senior·e·s encore d'autres sacrifices, et veulent nous imposer leur austérité. Alors que ces dirigeants politiques prenaient toutes leurs décisions sans concertation aucune, par des campagnes de propagande mensongères, éhontées, des abus de droits, des crimes contre la santé publique (amiante, pesticide, tabac, médiateur ... soi-disant prétendus sans danger), sans aucune vergogne. Ce sont les mêmes grands patrons qui veulent aujourd'hui nous « sécher à l'os » pour nous punir d'avoir dû nous soumettre à leur ordre économique national puis mondial. Ce sont les mêmes qui s'exonèrent de toute responsabilité, considérant que les mesures prises, hier et aujourd'hui, étaient les meilleures, pour le maintien de l'ordre, la stabilité, et la prospérité - oui, mais pour celle-là, exclusivement la leur.

Quant à reprocher aux senior·e·s de n'avoir pas pensé à la suite de leurs comportements de consommation, en « faisant attention », c'est aussi sot que d'incriminer la jeunesse, nourrie aux réseaux sociaux, d'être vigilante à l'égard d'un outil qui apporte du confort, des contacts, du « fun », sans qu'il soit expliqué à quel point certains de ces outils sont nocifs à leur santé, leur développement, et leur planète ... Aussi sot que d'imputer aux nouvelles générations les habitudes vestimentaires ou alimentaires que leur imposent les industriels du textile ou de l'agro-alimentaire : fastfood, excès de boissons sucrées, avec leurs conséquences sanitaires (obésité, diabète), qui explosent ces dernières années. Ce sont les mêmes méthodes qui ont affecté les jeunes d'hier, et continuent d'affecter ceux d'aujourd'hui.

Nous devons fustiger publiquement les propos discriminants à notre égard, les propos qui appellent à la division de notre classe sociale : nous avons toutes et tous les mêmes patrons, les mêmes décideurs et les mêmes combats :

- les jeunes pour les conditions de travail précaires, fragmentées, mal rémunérées que leur préparent le patronat et le monde de la finance,
- les salariés et surtout les salariées, pour les bas salaires, les accidents de travail - la France est la championne d'Europe des accidents mortels : 2 par jour. C'est une des conséquences de les faire travailler plus, plus longtemps, pour des pensions de plus en plus basses, alors que le patronat bénéficie d'exonérations de cotisations injustifiées et abusives,
- les retraité·e·s, face à la volonté du patronat, et de nombreux politiques de casser la protection sociale, de bloquer les pensions, de diminuer les prises en charges médicales,
- les travailleurs et travailleuses immigré·e·s, particulièrement les plus âgé·e·s, soumis·e·s aux pires conditions de travail, dans des métiers usants, dangereux, et peu considérés socialement, qui cotisent, paient des impôts, sans bénéficier des mêmes droits que les salarié·e·s français·e·s,
- les chômeurs et chômeuses rendues responsables de leur situation, et dont les droits sont régulièrement réduits,
- les personnes porteuses de handicap qui ne bénéficient même pas de l'application des lois votées en leur faveur, de la part de l'Etat ou du patronat.

Nous devons contrer les discours de ceux qui prétendent que l'État providence n'est plus possible, et qu'il faut se serrer la ceinture, parce que des bénéficiaires de droits sociaux en auraient abusé. L'État providence n'existe pas : ce sont nos impôts, et nos cotisations, ce sont les richesses apportées par notre travail qui devraient permettre à celles et ceux qui en ont besoin, de bénéficier de l'aide collective.

L'UNIRS proposera des initiatives au Groupe des 9 ainsi qu'au monde associatif et aux syndicats, afin de permettre que la place, les luttes, et le travail des retraité·e·s soient reconnus et rendus visibles dans la société : manifestations de rues originales (déambulateurs, béquilles...), bénévolat...

L'UNIRS propose qu'un débat ait lieu dans nos instances sur cette question du bénévolat, et du travail des retraité·e·s.

2/ S'opposer aux régressions sociales dans le budget 2026, et particulièrement à la remise en cause du dispositif des ALD (Affection de Longue Durée)

La protection sociale à la française est un atout révolutionnaire, à caractère universel, issue du Conseil National de la Résistance. Depuis, les puissants et accapareurs n'ont cessé de l'attaquer pour la détruire.

Nous sommes sur la défensive car la plupart des capitalistes et des médias à leur solde cherchent à nous imposer un débat réduit au seul aspect financier.

Nous rappelons ici les principaux reculs régulièrement annoncés, quel que soit le ministre ou l'article de la Constitution qui les amène à l'Assemblée nationale :

- la suppression de l'abattement fiscal forfaitaire de 10%, au profit d'un abattement plafonné à 2 000 €,
- le gel des pensions de retraite en 2026 et la sous-indexation les années suivantes,
- le gel des barèmes de l'impôt sur le revenu et de la CSG,
- le gel de l'ASPA (Allocation de solidarité aux personnes âgées) qui touche les 20% de ménages les plus modestes,
- le doublement des franchises médicales, et des participations forfaitaires,
- la remise en cause, au moins partielle, du dispositif des ALD, qui couvre 20 % de la population et représente les deux tiers des dépenses de santé,
- le durcissement de l'accès à l'AME, voire sa suppression.

Déjà aujourd'hui, les ALD ne signifient pas gratuité des soins, il faut payer les franchises médicales (qui risquent de doubler). Les bénéficiaires du régime des ALD se trouvent dans une situation déjà fragile : ils et elles doivent supporter des restes à charge souvent bien supérieurs à la moyenne, en raison de la fréquence et de la complexité de leurs soins dans la durée. Au-delà des dépassements d'honoraires parfois exorbitants, ou du forfait hospitalier, la nature de leur pathologie les oblige souvent à assumer des frais mal ou non remboursés : matériel médical, médicaments spécifiques, mais aussi des coûts invisibles dans les statistiques, comme des produits d'hygiène, le recours à du soutien psychologique, ou encore des frais de transport récurrents.

Selon la vision libérale de la politique de Santé, le dispositif des ALD « devrait » être remis partiellement en cause, sous différents prétextes. La mesure frapperait particulièrement les personnes âgées, qui sont plus malades que les autres : 43 % des plus de 64 ans sont en ALD.

La CNAM propose de retarder l'entrée en ALD par la création d'un statut de « risque chronique » en amont. Les pathologies concernées sont l'hypertension artérielle, l'obésité, le diabète de type 2 sans comorbidités et l'hypercholestérolémie. Ces maladies concernent des millions de patient·e·s. La CNAM souhaite diminuer le coût élevé des ALD. Mais moins rembourser les soins de patient·e·s

en phase précoce de la maladie est à l'inverse d'une logique de prévention. Il est proposé de remplacer l'exonération du ticket modérateur par un panier de soins et un suivi ²médical, dans une logique de gradation de la prise en charge médicale et financière selon chaque pathologie et ses spécificités. Le risque : une accentuation de la médecine à deux vitesses mettant de côté les patient·e·s les plus précaires.

L'Assurance maladie veut également réévaluer le dispositif des ALD pour les patient·e·s en rémission, au moyen d'entrées et de sorties du système « plus dynamiques ». Le risque de perte de chance pour de nombreux et nombreuses malades se pose, notamment en cas de rechute. La CNAM suggère que les patient·e·s en rémission se voient proposer une « surveillance renforcée » au lieu d'une exonération sur tous les actes en lien avec leur pathologie. Les séquelles irréversibles de maladies guéries, ou en rémission, par exemple, ne seraient plus prises en charge par des ALD. Qu'en sera-t-il du reste à charge du ou de la patient·e s'il y a bascule dans le droit commun en phase de rémission, quand on peine à trouver des spécialistes ne pratiquant pas les dépassements d'honoraires ? Un tel recul risque d'impacter les personnes n'ayant pas les moyens de souscrire une complémentaire santé suffisamment protectrice - y compris celles avec participation des employeurs, qui repousseront le moment de la prise en charge de la maladie, rendant plus difficile la guérison avec des traitements plus lourds et plus chers.

Nous nous opposons fermement à la remise en cause du dispositif des ALD. La vraie solution, c'est la prise en charge à 100% des frais de santé par la Sécurité Sociale à caractère universel, et dont les frais de gestion sont plus faibles, et une lutte contre la financiarisation des industries pharmaceutiques, imposant des prix prohibitifs sur les médicaments. D'où l'importance de mettre en place un pôle public et citoyen du médicament.

3/ Ouvrir le débat au sein de l'UNIRS sur le réchauffement et le dérèglement climatique

Le réchauffement climatique est directement la conséquence de choix de modes de production et de déplacements guidés par la quête du profit immédiat dans un contexte de course à l'accumulation des capitaux. Ainsi le capitalisme exerce sa capacité de nuisances sans bornes dans tous les secteurs de l'industrie, y compris l'agro-industrie qui est le modèle dominant de l'agriculture conventionnelle. Ces modes de production sont à l'origine de pollutions chimiques altérant gravement et parfois irréversiblement nos sols, l'eau et l'air. Des alternatives à ce modèle existent, plus respectueuses des travailleurs et des travailleuses souvent directement exposé·es mais aussi de l'ensemble de la population en particulier les plus défavorisé·e·s qui ne peuvent pas se protéger. Ces alternatives ne sont pas encouragées car si elles préservent l'avenir, elles ne dégagent pas des profits immédiats aussi importants !

Avec le dérèglement climatique, les phénomènes météorologiques extrêmes sont et seront de plus en plus fréquents, intenses, longs, augmentant le risque de perdre sa vie ou ses biens.

De plus, ces phénomènes peuvent altérer la santé mentale de leurs victimes : selon la fondation Croix Rouge Française, « de 20 % à 50 % des personnes exposées à une catastrophe naturelle ont un risque de développer des troubles psychologiques (dépressions, stress post-traumatiques, etc.).

Les systèmes de compensation et le solutionnisme technologique qui tiennent au greenwashing, au capitalisme vert ou à l'écologie de marché ne font que masquer les problèmes et ont un effet délétère quant à leurs solutions.

Par ailleurs, le dérèglement climatique dégrade les conditions sanitaires de vie des personnes : altération des qualités de l'air et de l'eau, arrivée de nouveaux organismes pathogènes (bactéries,

parasites, pollens allergisants, porteurs d'infections, virus), épisodes caniculaires (augmentant la mortalité par maladies cardiovasculaires ou respiratoires chez les personnes faibles ou âgées).

De plus, les inondations, les sécheresses, les tempêtes entraînent une baisse des rendements agricoles, pouvant causer des pénuries alimentaires et motivant une augmentation des prix des aliments au détriment des populations pauvres (risques de faim et de dénutrition, facteurs de maladies).

Déjà, des migrations de populations littorales ou insulaires ont lieu face à la montée du niveau des eaux des océans : des îliens du Pacifique sont accueillis par l'Australie en qualité de réfugiés climatiques.

D'ores et déjà, les surcoûts des assurances commencent à se répercuter : certains territoires ne trouvent plus d'assureurs. Sans assurance ou à un coût exorbitant, il deviendra impossible de pouvoir habiter sereinement. Nous devons réclamer une gestion publique des coûts induits, quitte à ce que l'état se retourne ensuite vers les entreprises responsables.

La relance du projet de construction de réacteurs nucléaires est une faute morale, écologique, politique et économique. Certaines études démontrent que le financement du tout nucléaire en France pourrait coûter jusqu'à plus de 400 milliards d'euros dans les 15 ans (construction, démantèlements, ...). Là encore, nous devons exiger un débat et revendiquer la fin du nucléaire civil et militaire. Et que ce « pognon de dingue » soit intégré dans notre projet de société, solidaire, social et écologique.

La solution écologique pour des moyens d'une production d'électricité en quantité indispensable reste encore à trouver notamment pour le développement de l'hydrogène comme énergie motrice.

A cet état des lieux, il convient de rajouter les pollutions multiples engendrées par les industries, les transports, l'économie libérale et son maître mot le profit, toujours plus de profits. Il en est de même pour l'agriculture productiviste et le recours aux produits phytosanitaires, l'aberration écologique des mégabassines, etc.

C'est la raison pour laquelle nous devons poursuivre, au sein de Solidaires, notre partenariat et notre combat avec les associations de défense de l'environnement ainsi qu'avec la Confédération Paysanne, et lutter pour construire une justice écologique et sociale en faisant payer et condamner les ultrariches et les multinationales les plus polluantes pour financer une véritable politique de transition écologique et de services publics.

4/ Lutter contre la montée du fascisme

En Europe, aux Etats-Unis et dans le monde, les mouvements néofascistes prennent de l'ampleur et séduisent de plus en plus, avec par exemple, l'élection de Trump aux Etats-Unis ou de Javier Milei en Argentine. En Europe, beaucoup de pays ont aussi un gouvernement d'extrême droite, c'est le cas de l'Italie, de la Hongrie, de l'Autriche, de la Slovaquie et de la République Tchèque. Dans les autres pays européens, les rangs de l'extrême droite grossissent d'élection en election comme en Allemagne, aux Pays-Bas et en France.

Dans les médias qui sont détenus pas les milliardaires, des discours alarmants et antidémocratiques sont tenus par des politiques et intellectuels qui sont à leur botte. Plus spécifiquement en France, les médias de Bolloré, le milliardaire Stérin entretiennent et soutiennent ces partis pour les faire gagner car ils défendent leurs intérêts. Plus que jamais le danger est grand. Une partie importante du Patronat subventionne directement l'extrême droite, et une autre partie du Patronat considère le RN comme fréquentable et susceptible d'intégrer un gouvernement "des

droites". Ce type de gouvernement correspondant à la défense des intérêts de classe des « ultras-riches », et non pas de ceux des classes sociales défavorisées.

Sous prétexte de la liberté d'expression, il est maintenant courant d'entendre des termes qui n'avaient plus cours et qui deviennent habituels dans le langage de certains journalistes ou³hommes et femmes politiques comme « grand remplacement », « submersion migratoire », « Français de papier », « ensauvagement » etc. De plus, des idées totalement rétrogrades, voire fausses sont diffusées sur certaines chaînes de télévision et dans les réseaux sociaux. Elles s'attaquent au féminisme, aux questions de genre et à l'écologie ; elles dénigrent les idées de gauche et tout ce qui va dans le sens de la transformation sociale. Par-dessus tout, elles sont racistes et l'immigration est leur principal angle d'attaque. Leur méthode est de faire planer une menace : celle-ci viendrait des personnes étrangères et plus spécifiquement des musulmans. Au RN, depuis les attentats du 7 octobre, l'antisémitisme est passé au second rang, mais celui-ci n'a pas pour autant disparu, ce parti ayant une très grande propension à réécrire l'histoire notamment concernant les génocides de la seconde guerre mondiale.

C'est pourquoi, l'Unirs s'associera à toutes les formes de résistance contre la montée du fascisme parce que c'est un véritable danger pour les droits humains et le syndicalisme que nous défendons.

5/ Refus d'un budget de guerre

Chaque président de la République n'a de cesse de s'enfermer dans son costume de s'en va en guerre pour soigner et redorer son blason.

Nous ne marcherons pas au pas de l'oie dans cette funeste direction.

Les populations auraient tout à perdre en cas de conflit armé, comme toujours. Les profiteurs de guerres, eux, continueront à s'enrichir sur les cadavres de nos enfants. Nous devons affirmer que la guerre c'est NON. L'argent qu'on a trouvé pour le militaire doit être transféré vers les besoins sociaux et écologiques des populations, qui elles, vont subir de plein fouet les impacts des différents bouleversements climatiques et sociaux qui lui sont liés.

La guerre n'est qu'une des méthodes de gestion du capitalisme, et sûrement la pire.

6/ Affermir notre place dans l'Union Syndicale Solidaires

Le syndicalisme retraité n'est toujours pas reconnu par les Organisations syndicales. Nous voulons que les retraité·e·s soient considéré·e·s comme des syndicalistes à part entière dans notre Union Syndicale Solidaires. Nous continuerons à faire vivre ce débat en interne pour parvenir à dépasser ensemble cette discrimination.

7/ Continuons !

Constatant que notre Cahier Revendicatif n'a pas été satisfait, nous maintenons l'ensemble de nos revendications dans tous les domaines, notamment pour ce qui concerne : le pouvoir d'achat, la loi Grand Âge et la fin de vie.